CHAPITRE 13

La renaissance de l'Égypte (1805-1881)

Anouar Abdel-Malek

L'impact de l'Europe : acculturation ou renaissance ?

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les travaux de l'école égyptienne d'histoire et de sociologie historique, qu'appuient certains travaux novateurs réalisés par l'Occident, montrent à l'évidence, d'une part, que le XVIII^e^ siècle égyptien n'est pas fait que de silence, d'effacement, après trois siècles d'aliénation sous la domination ottomane[1] ; d'autre part, que c'est bien à l'action directe tant des masses populaires du Caire et d'Alexandrie que des élites traditionnelles du temps, les *ʿulamāʾ*, *shaykh* et notables des villes, qu'il convient d'attribuer l'élection de Muḥammad ʿAlī à la dignité de *wālī* [vice-roi] en 1805[2]. Dès lors, cette date — la restauration de l'État moderne autonome égyptien — va marquer l'accès de l'Égypte à la modernité ; et non point, comme le veut l'historiographie coloniale traditionnelle, l'« expédition d'Égypte » — invasion militaire conduite par Bonaparte, au lendemain des guerres d'Italie, sur l'initiative du Directoire, de 1798 à 1801. Ce fut une grande entreprise dans la lutte contre l'Empire britannique. « Elle chassera — dit Bonaparte — les Anglais de toutes les possessions de l'Orient où elle pourra arriver ; et notamment elle détruira tous les comptoirs de la mer Rouge [...]. Considérant que l'infâme trahison par laquelle l'Angleterre s'est rendue maîtresse du cap de Bonne-Espérance ayant rendu l'accès aux Indes très difficile aux vaisseaux de la République

1. M. al-Sharqāwī, 1958 ; P. Gran, 1979.
2. Voir essentiellement les travaux de A. R. al-Rāfeʿī, 1951 ; L. Bréhier, 1901 ; A. A. Muṣṭafa, 1965 ; M. Sabry, 1930 ; M. S. Ghurbāl, 1928 ; A. F. S. Wahidah, 1950 ; H. H. Dodwell, 1931.

par la route usitée, il importe d'ouvrir aux forces républicaines une autre route pour y arriver. » Cette entreprise s'accompagna aussi de la prospection de l'Égypte, plaque tournante de l'Orient, par la « mission scientifique » qui représentait l'acquis de l'époque des Lumières, de l'encyclopédisme, des cadres de la pensée polytechnicienne, bientôt en œuvre en France et en Europe. *La description de l'Égypte*, en vingt volumes, résume son œuvre imposante[3].

Le XVIIIe siècle égyptien apparaît comme le laboratoire de ce que sera l'Égypte renaissante. L'unité nationale, tout d'abord, c'est-à-dire la réduction des différentes féodalités entretenues par les Mamlūk dans le delta comme en Basse-Égypte, tentée par ʿAlī Bey al-Kabīr. Les prémices de l'*aggiornamento* de l'islam fondamental, entrepris par le *shaykh* Ḥassan al-ʿAṭṭār ; la concentration dans les villes, et pas seulement au Caire, de la plus-value des terres, qu'un groupe de commerçants et de lettrés à vocation hégémonique souhaitent mettre au service de ce que l'on appellera plus tard un « projet national ». Pour l'expédition française, l'acquis est véritablement unique et permettra, plus tard, d'étayer les positions françaises au Levant, après la conquête de l'Afrique du Nord, comme aussi d'apparaître à de larges secteurs de l'Afrique subsaharienne comme le porte-drapeau de l'Europe des révolutions. Les historiens égyptiens du temps, notamment ʿAbd al-Raḥmān al-Djabartī et Niqōlā al-Turk, en jugent tout autrement : « L'occupation française améliora la situation morale de la basse classe, des revendeurs, portefaix, artisans, âniers, palefreniers, proxénètes, prostituées[4] » : en somme, la lie de la population était à l'aise parce qu'elle profitait de la liberté ; mais l'élite et la classe moyenne éprouvèrent des ennuis de toutes sortes, parce que les importations et les exportations étaient suspendues.

Dès lors, on comprend les deux révoltes du Caire : la première, du 21 au 24 octobre 1798, avec ses prolongements dans les villes et la campagne, autour des *shaykh* et notables du Caire : deux mille morts, dix *shaykh* décapités, la suspension du Dīwān consultatif ; la seconde, bien plus dure, du 20 mars au 21 avril 1800, menée par les pachas toujours attachés à la Porte et les *shaykh* d'al-Azhar, qui provoque une répression généralisée très dure. Le groupe centriste, annonciateur de la tendance générale du mouvement national, conduit notamment par les *shaykh* Khalīl al-Bakrī, ʿAbdullāh al-Sharḳāwī et ʿAbd al-Raḥmān al-Djabartī, en son message conciliant au général Menou, insiste sur l'amitié nécessaire des « deux nations ». Les batailles des Pyramides et d'Aboukir, l'évacuation du corps expéditionnaire français en 1801 vont enfin donner au mouvement national égyptien en formation l'occasion de se cristalliser, c'est-à-dire de se doter d'un centre de pouvoir social, au début, certes autonome dans le cadre de l'Empire ottoman, mais dont la volonté d'indépendance nationale va marquer de sa

3. J. C. Herold, 1962, fournit une brillante et intéressante description, à comparer avec l'ouvrage d'ʿAbd al-Raḥmān al-Djabartī (1754-1825), l'historiographe exemplaire de cette époque.
4. N. al-Turk, 1950, p. 45.

fulgurance le XIXe siècle dans l'Orient tout entier, la Méditerranée, l'Afrique, comme aussi l'ordre du monde et des empires de l'époque.

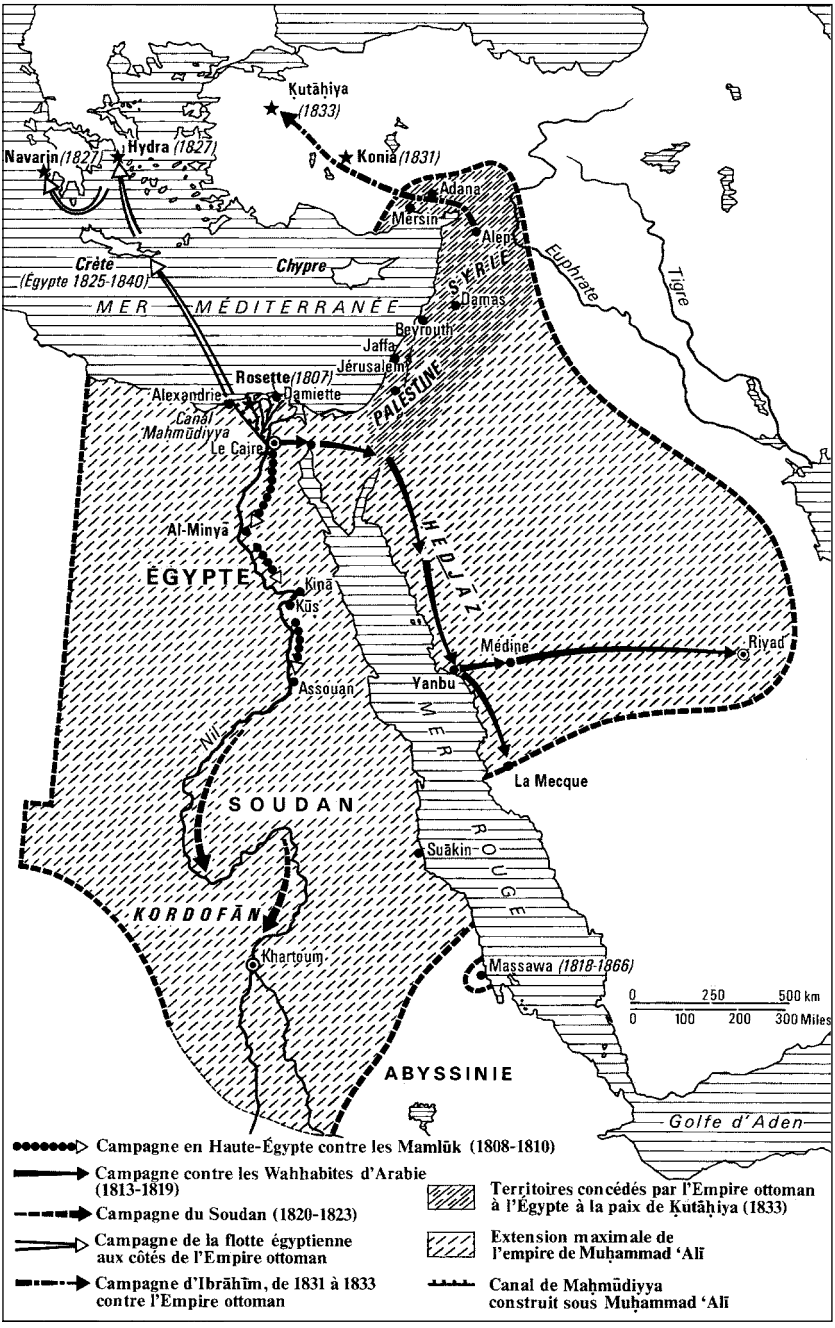
De l'évacuation française à la nomination de Muḥammad ʿAlī comme *wālī*, le pays retrouve son statut de province ottomane. La seconde révolte du Caire, qui débouche sur l'affaiblissement décisif des positions françaises, renforce la direction nationale de tendance ottomane et mamlūk. ʿUmar Makram, dont l'autorité grandit, ne peut cependant infléchir la nature du pouvoir en direction de la nouvelle classe politique égyptienne — *ʿulamāʾ*, notables et commerçants —, puisque aussi bien les armes sont entre les mains des maîtres d'hier; que le projet des Frères indépendants est enterré avec la mort de leur chef, le général Yaʿḳūb, sur le vaisseau qui le transporte en Europe, et qu'est neutralisée l'alternative possible des *shaykh* du Dīwān, pris entre les choix difficiles, en pleine tourmente, à l'heure de l'intrigue et des complots. Le statut de l'Égypte, en 1805, est celui d'une *wilāya*, une province de l'Empire ottoman. La situation géopolitique du pays en limite étroitement la marge de dégagement. Pourtant, l'essentiel est déjà en place: un pouvoir d'État, fondé sur une force militaire, certes réduite mais efficace, et, surtout, sur une véritable délégation, un consensus national des notables, *ʿulamāʾ*, et des commerçants de l'époque, soutenus par le peuple des villes et des grandes agglomérations de province.

Il va s'agir, dès lors, de manœuvrer dans l'étau de fer de toujours, celui de la géopolitique; c'est-à-dire de comprendre le « génie du lieu topographique », comme l'a magnifiquement montré Djamāl Ḥamdān en son œuvre monumentale sur *La personnalité de l'Égypte*.

La formation de l'État national moderne indépendant égyptien et l'empire sous Muḥammad ʿAlī et Ismāʿīl

La Légion copte du général Yaʿḳūb (1800-1801) et la proclamation par ses partisans, les Frères indépendants, de la notion même d'une « Égypte indépendante » s'appuient sur la France, face à la suprématie britannique, et, en conséquence, s'écroule avec le départ de l'expédition française. Tout autre sera le projet et le cours politique de Muḥammad ʿAlī. Essentiellement, il s'agit de doter l'Égypte des institutions militaires, politiques, économiques et culturelles qui feront d'elle le centre moteur de la reconstitution de l'Empire islamique, en lieu et place de la Turquie sénescente. Le projet comprend d'emblée les deux cercles de l'identité égyptienne: égyptienne et islamique. Au travers des campagnes de Muḥammad ʿAlī et d'Ibrāhīm, il va se préciser: l'Égypte apparaîtra comme islamique, arabe, africaine.

Pourtant, l'homme qui sait s'emparer du pouvoir, porté par les *ʿulamāʾ*, la foule et ses fidèles Albanais, mesure l'importance du terrain dont il est le maître encore mal assuré. L'Angleterre appuie le parti mamlūk sous la conduite de Muḥammad al-Alfī Bey, et incite la Porte à démettre Muḥammad ʿAlī dès 1806. En 1807, l'Angleterre tente l'invasion directe de l'Égypte; la victoire égyptienne de Rāshid (Rosette), le 31 mars, brise l'attaque. Muḥammad



13.1. *L'Empire égyptien de Muḥammad ʿAli* (*1804-1849*). Cette carte n'inclut pas la région du lac Victoria ni la Somalie pour des raisons techniques. (D'après A. Abdel-Malek.)

ʿAlī, qui s'appuie alors maintes fois sur les notables, notamment sur ʿUmar Makram, décide de détruire par le fer la mainmise des Mamlūk sur la Haute-Égypte, d'autant plus qu'ils sont alliés des Anglais : de juin 1808 à août 1810, il soumet la Haute-Égypte. Le 1er mars 1811, le massacre de la Citadelle achève de décapiter le corps rebelle, qui faisait obstacle à l'unité du pouvoir, mais aussi aux plans du nouveau vice-roi.

Les données géopolitiques fondamentales sont constantes jusqu'à la chute de Napoléon ; à partir de 1815, le poids spécifique de l'Angleterre grandit et de nouveaux pays entrent en lice, notamment l'Autriche de Metternich. C'est l'heure où Muḥammad ʿAlī, une fois les Mamlūk réduits, entreprend la construction de l'empire et la grande œuvre de régénération à l'intérieur.

Quelle vision Muḥammad ʿAlī se fait-il de l'indépendance ? Et, dans ce cadre, quel est le rôle qu'il assigne à l'autonomie au sein de l'empire ? Le 28 novembre 1810, Muḥammad ʿAlī tient une conférence secrète avec le consul de France, Drovetti, et lui propose d'aider l'Égypte à se dégager de l'emprise ottomane. Simultanément, le 25 novembre, il demande à Istanbul de reconnaître à l'Égypte, simple province (*wilāya-eyālet*) le statut d'*oǧjaḳ*, jouissant de la même liberté qu'Alger à l'époque. C'est alors qu'il lance son armée en Arabie (1813-1819), puis au Soudan (1820-1823), avec comme objectif lointain l'occupation de l'Abyssinie. L'Angleterre, qu'il flatte et tente de gagner à sa cause, se retourne dès lors contre lui, puisque aussi bien il pénètre dans trois zones d'influence — la mer Rouge, le golfe Persique, l'Abyssinie — indispensables pour assurer la sécurité de la route des Indes. En réalité tout n'est pas là : « Du golfe Persique au désert de Libye, du Soudan à la Méditerranée, de part et d'autre de la mer Rouge, il s'étend sur cinq millions de kilomètres carrés : dix fois la France, la moitié de l'Europe ; un empire napoléonien ou pharaonique. » Et cela, au moment même du déclin de la puissance ottomane. Dès lors, la « question égyptienne » fait place à la « question d'Orient », « grâce à l'existence d'une grande force civilisatrice dans le nord de l'Afrique »[5].

Le premier choc se fait dans la Grèce insulaire (Hydra et Spezzia), en 1827. La puissante flotte de Muḥammad ʿAlī et l'armée de son fils Ibrāhīm s'y concentrent pour porter secours à l'Empire ottoman. Des négociations s'engagent à Alexandrie entre le colonel Cradock, envoyé spécial de Londres, Muḥammad ʿAlī et ses adjoints : le thème n'est autre que l'indépendance, à partir de la position de force égyptienne vis-à-vis de la Porte. Muḥammad ʿAlī, en bon stratège, tente d'éviter l'affrontement armé, à la onzième heure ; l'obstination du sultan conduit directement à la destruction de la flotte égyptienne, corps de bataille de la flotte ottomane, à Navarin (20 octobre 1827). Muḥammad ʿAlī, face à la défection de la France, jusqu'alors amie, se replie sur l'Empire ottoman. Le 12 décembre, il adresse à la Porte un plan de régénération, qui est d'un homme d'État : « Nul doute que le besoin du relèvement ne se fasse sentir d'une manière aiguë, dans tous les pays de

5. E. Driault, 1925.

13.2. *Muḥammad ʿAlī* (*tableau de sir David Wilkie*).
[© The Tate Gallery, Londres.]

l'Islam. Nul doute que notre nation, dans son apathie actuelle, ne vive comme les troupeaux. Laissez donc de côté, de grâce, l'égoïsme, l'emportement et l'excès de zèle, et réfléchissez un peu à l'état de détresse et de misère où se trouvent actuellement les nations musulmanes. Revenons à la sagesse et

13.3. *Ibrāhīm, fils de Muḥammad ʿAlī et son général en chef.*
[*Source :* A. R. al-Rāfeʿī, *Asr Muḥammad Aly*, 1930, Le Caire, Dar al-Nahda al-Misriyyah ; 4e éd., 1982, Le Caire, Dar el-Maaref. © Juge Helmy Shahin.]

faisons une paix qui soit plutôt une trêve […]. Il vaudrait mille fois mieux vivre et servir, de cette manière, notre patrie et notre religion […]. Il est grand temps de me mettre, ainsi que mon fils, au service de l'État et de la religion[6]. »

On connaît la suite : le refus de la Porte ; l'élargissement des visées du vice-roi au monde arabe, sous l'influence d'Ibrāhīm ; la guerre entre la Turquie et l'Égypte, marquée par les éclatantes victoire d'Ibrāhīm à Koniah, Ḳutāḥiya, Naṣībīn ; l'intervention des puissances, résolues à abattre Muḥammad ʿAlī. De 1831 à 1840, la percée de Muḥammad ʿAlī frappe aux portes d'Istanbul ; la Sainte-Alliance de toutes les puissances européennes va sauver le gouvernement du sultan pour mieux abattre le seul État islamique

6. Lettre au Cheijh Effendī, 12 décembre 1827, citée dans M. Sabry, 1930, p. 153-155.

et oriental capable de tenir tête à l'expansion coloniale européenne, d'une part, de prendre à charge la régénération des provinces de l'empire, leur modernisation, leur renaissance nationale, d'autre part.

L'arrêt imposé à Ibrāhīm par son père, à Ḳutāḥiya aux portes d'Istanbul, durcit la position d'Ibrāhīm. Une lettre à son père, à la veille des négociations, le dit haut et clair : « Il me semble que l'*indépendance* doit être mise au premier plan parmi les points à débattre et à régler avec les deux négociateurs ; c'est pour moi une question vitale qui prime toutes les autres. Réclamer ensuite la cession des trois arrondissements d'Anatolie, d'Alaïa et de Cilicie, et de l'île de Chypre. Annexer enfin à l'Égypte, si possible, la Tunisie et la Tripolitaine. Cela doit constituer le minimum de nos revendications dont il ne faut se désister à aucun prix ; nos intérêts essentiels l'exigent. Tout d'abord, nous devons être fermes et inébranlables sur l'indépendance afin de consolider notre situation et de l'entourer de garanties pour l'avenir. Car sans l'indépendance, tous nos efforts seraient vains et nous resterions sous le joug de cette puissance perfide qui nous accable sans cesse de ses exigences ridicules et de ses demandes d'argent. D'ores et déjà, il faut nous libérer de ces charges insupportables et trouver notre unique salut dans l'indépendance[7]. »

Deux voies, deux cours différents s'offraient donc à l'Égypte pour parvenir à la condition de nation indépendante ; l'autonomie au sein de l'Empire turc, visée par Muḥammad ʿAlī, laquelle frise l'indépendance, et la vision d'Ibrāhīm, dont l'objectif n'est rien moins que l'indépendance complète, l'Égypte étant la tête et le cœur de l'Empire arabe.

Dans cette grande action qu'impulsent le vice-roi et son fils, la vision d'Ibrāhīm se fait différente. Au contact des soldats-*fallāḥin* [paysans], dont la langue nationale, l'arabe, est celle même des provinces du Proche-Orient qu'ils conquièrent et libèrent tout à la fois, Ibrāhīm prend conscience du caractère arabe de l'Égypte islamique et, par-dessus tout, de l'impérieuse nécessité de forger l'instrument de sa renaissance, à savoir l'armée fondée sur la technologie avancée, dans le moule arabe. Devant Saint-Jean-d'Acre, en 1831 : « Mon objectif [...] est double : premièrement, préserver l'honneur de l'Égypte éternelle et lui restituer sa gloire passée » ; avant l'attaque de Ḥoms, il menace de tailler en pièces l'armée ottomane « afin que cela serve encore plus à élever la position de l'Égypte, à en rendre le destin plus éminent, à mettre en valeur son rang et son honneur » ; du siège d'Acre encore au prince Pückler-Muskau, Ibrāhīm s'écrie : « Il est impossible pour aucune armée au monde de montrer un esprit d'endurance et de bravoure plus que la mienne, et chaque fois qu'un cas d'indécision ou de lâcheté était signalé dans l'armée, il était invariablement du côté des officiers turcs : je ne connais pas de tels exemples parmi les Arabes. » Enfin, à son père : « Voilà déjà vingt ans que je vis avec ces hommes et je puis affirmer que s'il existe trois cents Turcs sur mille connus pour leur loyauté, il en existe sept cents parmi les Égyptiens. À moins que vous ne craigniez leur manie de faire, de temps à autre, leur

7. Lettre du 3 février 1833, citée dans M. Sabry, 1930, p. 227-228. G. Khankī, 1948, donne la date du 20 janvier 1833.

révolution contre le gouvernement établi[8]. » L'élément arabe intervient activement au cours de la période ascendante de ce processus, mais il disparaît avec Ibrāhīm après 1840.

À la suite d'ʿAbbās Ier (1849-1854), consentant à tout sauf au gouvernement de l'Europe, Ismāʿīl pose le problème national en termes d'indépendance et de souveraineté. Il s'agit de réduire, par la négociation, la dépendance du pays vis-à-vis de la Turquie; de le reconstituer ensuite en État autonome et stable, doté d'institutions indépendantes qui seraient mises en place ultérieurement. Dans un premier temps, Ismāʿīl obtient les *firmān* des 27 mai et 15 juin 1866, puis celui du 8 juin 1867. Les deux premiers établissent en Égypte l'hérédité directe au trône de père en fils, selon le droit de primogéniture; selon le « même mode de succession que dans la plupart des dynasties européennes », et « en rupture complète avec les traditions du monde islamique »[9].

Le *firmān* du 8 juin 1867 crée, pour Ismāʿīl et ses successeurs, un titre nouveau, celui de khédive, pour mieux le distinguer des autres vice-rois; il octroie au khédive d'Égypte le droit de promulguer des *tanẓīmāt*, ordonnances pour l'administration du pays, des conventions avec les pays étrangers (douanes, poste, transports, police des étrangers, etc.), sauf à leur donner le caractère de traités internationaux; en fait, un véritable droit de négociation économique. Le point culminant est atteint avec le *firmān* du 8 juin 1873: l'Égypte — pour la première fois désignée comme « État », et non plus « province » — est assurée de la continuité du pouvoir du khédive dans les mêmes conditions.

La reconstitution de l'Empire égyptien répond, selon M. Sabry, d'une part, à « l'idée de former un grand État indépendant », d'« acquérir par la force de l'argent » ce que Muḥammad ʿAlī tenta vainement d'obtenir par la force; d'autre part, au besoin de « découvrir dans l'expansion africaine cette perspective de grandeur et de liberté qui lui permet de retrouver son sens national et de développer certaines de ses capacités qui sommeillaient ». « Ismāʿīl pensait que, en se servant des nouveaux corps d'officiers de l'armée égyptienne pour prolonger l'Égypte jusqu'à l'équateur, il réussirait, en quelque sorte, à créer à son indépendance un refuge ultime et inaccessible dans le cœur du continent. » L'expansion au cœur du continent africain ne se heurta pas, à ses débuts tout au moins, à la Turquie, ni à la Grande-Bretagne.

Une flotte de guerre, de puissance moyenne après la livraison des cuirassés à la Turquie, et une marine marchande qui assure tous les besoins du commerce égyptien; dix-huit forts; un bon service téléphonique et télégraphique; l'ébauche d'une voie ferrée qui doit déboucher sur Khartoum et Suākin — autant d'éléments qui viennent compléter l'infrastructure du nouvel empire. Le Soudan, mais aussi la Somalie, le Harar, la province équatoriale, le Bunyoro, le Buganda s'ouvrent à la civilisation européenne par le biais de la progression militaire égyptienne; la presse

8. Cité par le prince H. Pückler-Muskau dans M. Sabry, 1930, p. 469-471.
9. Textes cités dans A. Sammarco, 1935, vol. 4, p. 196-197.

libérale d'Europe abonde en louanges ; l'accueil des populations semble, pour l'essentiel, empreint de bienveillance. Pourtant, l'échec vient couronner cette œuvre, qui atteint son apogée entre 1872 et 1879.

Ismāʿīl cède sur le plan du commandement militaire — croyant faire ainsi tolérer par la Grande-Bretagne son entreprise africaine —, et il ne fait rien de comparable à ce que Muḥammad ʿAlī avait mis en œuvre en matière économique, et surtout industrielle. L'armée, bien encadrée, mais commandée par des étrangers, ne dispose plus, depuis le Traité de Londres, d'une infrastructure industrielle puissante. L'Égypte n'est plus en mesure d'assurer son indépendance et son développement économique moderne. Pourtant, « il faut que les peuples des régions des sources du Nil soient dès aujourd'hui des amis et des alliés de Son Altesse le Khédive » — le mot d'ordre d'Ismāʿīl, sous des formes diverses, ne cesse de retentir jusqu'à nos jours[10].

Parallèlement à la mise en œuvre de ce grand projet national, le mouvement représentatif, puis constitutionnaliste, prend pied et se déploie pleinement sous Ismāʿīl. Déjà le 5 octobre 1798, Bonaparte convoque une assemblée générale des notables qui prend le nom de *al-Dīwān al-ʿām*. Avec Muḥammad ʿAlī, bien que la mise en place des diverses institutions propres à un État de type moderne commande l'action du pays tout entier, l'idée centrale est celle d'efficacité, la notion d'ordre plutôt que celle de délégation. Un nouvel organisme consultatif, *Madjlis al-mushāwara*, est créé en 1829 : 156 membres — dont 23 hauts fonctionnaires et *ʿulamāʾ*, 24 *maʾmūr* de province, 99 notables et *shaykh* de province — placés sous la présidence d'Ibrāhīm.

Une assemblée spéciale, *al-Madjlis al-ʿumūmī*, est créée en 1847 à Alexandrie pour les problèmes de cette ville. En 1832, la Syrie est dotée d'un conseil des grands notables, composé de 22 personnes[11].

En 1834, la première édition de l'ouvrage du *shaykh* Rifāʿa al-Ṭahṭāwi, *Takhlīṣ al-ibrīz ilā Talkhīṣ Bārīz*, œuvre de réflexion sur les apports de la Révolution française, va marquer la naissance et la cristallisation de la pensée politique et sociale égyptienne. L'apport aux thèmes de « patrie » et de « nation » est considérable. L'essentiel porte sur les deux notions de « liberté » et de « laïcité », l'une et l'autre envisagées sous leur double aspect théorique et pratique. On y trouve une synthèse fort habile entre l'apport de l'histoire entière de la civilisation égyptienne, notamment l'apport des coptes, puis de l'islam, en particulier du calife ʿUmar, d'une part, et les enseignements de la Révolution française, d'autre part, qui permet de conclure que seul l'octroi d'une constitution, ou charte, fondée sur le contrat social et non octroyée par le souverain constitue le fondement de la société civilisée[12]. Sous ʿAbbās Ier,

10. M. Sabry, 1933, p. 383-389 ; A. R. al-Rāfeʿī, 1948, p. 104-196 ; R. Robinson et J. Gallagher, 1961, p. 2-3, p. 122-133, p. 159.
11. Sur l'évolution du constitutionnalisme en Égypte, voir G. Douin, 1933-1941, p. 298-301 ; P. Ravisse, 1896, p. 9 ; A. R. al-Rāfeʿī, 1948*a* , p. 81-84 ; J. M. Landau, 1953, p. 9 ; D. M. Wallace, 1883, p. 209-213 ; J. C. McCoan, 1887, p. 115 ; G. Baer, 1961, p. 127, note 37 ; baron de Malortie, 1882, p. 214.
12. R. al-Ṭahṭāwī, 1834.

Ṭahṭāwi est exilé au Soudan. Saʿīd crée une sorte de conseil d'État de neuf membres, à titre consultatif. La reprise du mouvement constitutionnaliste semble s'amorcer dès août 1864.

Deux textes — *al-Lāʾiḥa al-ʾasāsiyya* [le statut fondamental] et *al-Lāʾiḥa al-niẓāmiyya* [la loi déterminant les attributions de l'assemblée des délégués] promulgués le 22 octobre 1866, et réunis en un « règlement », créent le *Maǧlis šūrā al-nuwwāb* [conseil consultatif, assemblée des députés]. L'article premier du premier document définit la nature de la nouvelle assemblée : « L'Assemblée aura pour mission de délibérer sur les intérêts supérieurs du pays ; elle aura également à se prononcer sur les projets que le gouvernement croira relever de ses attributions, et au sujet desquels elle donnera son opinion, qui sera soumise à l'approbation de Son Altesse le Vice-Roi. »

La prépondérance des notables de villages dans l'Assemblée — au détriment des intellectuels de retour après leur formation à l'étranger — s'accompagne d'une extension sensible et grandissante de leur nomination aux postes administratifs, allant même jusqu'à celui de *mudīr*. L'appui apporté par ces notables à Ismāʿīl durant les dernières années de son règne, puis à la révolution de l'armée, permet de voir en eux les représentants de la masse la plus représentative de la classe politique à l'époque, les éléments de la bourgeoisie autochtone en formation, ceux qui, au surplus, tiennent l'essentiel du pays.

L'année 1875 est le point tournant : le khédive Ismāʿīl, face à la pénétration grandissante des puissances européennes, au lendemain du percement de l'isthme de Suez, s'arc-boute dans une lutte qui lui coûte le pouvoir et le conduit à l'exil, en 1879.

Économie, société et culture : la dialectique de la modernité et de la tradition

Vers une économie autarcique

Le premier point à souligner est que Muḥammad ʿAlī a créé une économie nationale, au lieu d'une simple économie locale, comme c'est le cas dans la plupart des pays orientaux de cette époque. L'existence d'un centre unifié national de décision en matière de politique économique découle, tout naturellement, de la spécificité historique millénaire de l'Égypte. L'économie autarcique voulue par Muḥammad ʿAlī servira son dessein de fonder un État national égyptien moderne au cœur de son empire. Malgré le coup d'arrêt de 1840, Ismāʿīl pourra reprendre la voie de Muḥammad ʿAlī. La pression, puis la pénétration du grand capital international, enfin l'occupation de l'Égypte en 1882 vont ajouter à ce premier facteur deux autres d'importance : d'une part, la création d'un marché national unifié, notamment grâce aux grands travaux entrepris par Ismāʿīl ; puis, d'autre part, l'intégration de

13.4. *Le shaykh Rifāʿa al-Ṭahṭāwī.*
[*Source :* A. R. al-Rāfeʿī, *Asr Muḥammad Aly*, 1930, Le Caire, Dar al-Nahda al-Misriyyah ; 4e éd. 1982, Le Caire, Dar el-Maaref. © Juge Helmy Shahin.]

l'économie égyptienne dans le circuit de l'économie internationale par le biais des emprunts et, surtout, de la monoculture du coton.

L'œuvre de Muḥammad ʿAlī mérite une analyse plus attentive. Seul parmi les dirigeants des États de l'Orient islamique de l'époque, Muḥammad ʿAlī considère l'économique comme le fondement du politique — ce par quoi ce subtil officier albanais prend rang d'homme d'État. L'État qu'il s'agit d'édifier, en l'occurrence, est conçu au départ, en 1805, comme une formation ethnique centrée autour d'une armée puissante et efficace, s'appuyant elle-même sur une économie moderne et autarcique[13].

13. Voir A. Abdel-Malek, 1969, p. 23, 32, 65, 108 ; et les études plus détaillées dans A. R. al-Rāfeʿī, 1951 ; G. Baer, 1962 ; R. al-Barāwī et M. H. Eleish, 1944 ; A. Linant de Bellefonds, 1872-1873 ;

De 1818 à 1830, il crée les grandes unités industrielles : les usines d'armes et de canons de la Citadelle, qui atteint son apogée en 1828 sous Adham Bey ; la fabrique de canons de l'Arsenal ; la fabrique de fusils d'al-Ḥūḍ al-Marṣūd (1821), les cinq poudrières produisant 15 874 *ḳantār* (1 *ḳantār* = 45 kilos) en 1833 ; l'arsenal maritime d'Alexandrie, créé par Lefébure de Cerisy en 1829, qui prend le relais d'un maître artisan génial, Hadjdj ʿUmar ; puis le bassin de radoub construit par Mougel, en 1844. De toute cette infrastructure, le maréchal Marmont et Clot Bey seront les observateurs admiratifs et étonnés. Sur le plan de l'industrie « civile », trente fabriques de filature et de tissage de coton sont créées, en Basse-Égypte comme en Haute-Égypte ; les usines du Caire fournissant à celles de province les machines, outils, pièces de rechange, matériaux de construction et techniciens pour la réparation des installations.

La production suffit aux besoins du pays et permet, à la fois, de substituer des productions locales aux importations et de réaliser des bénéfices de l'ordre de 100 % pour le Trésor public. Trois fabriques de tissage de laine sont fondées, à Būlāḳ, Damanhūr et Fuwwa, ainsi qu'une grande fabrique de soie, à Khurunfish (1816), et de nombreuses usines de lin, à travers le pays ; trois raffineries de sucre ; dix-sept indigoteries ; deux grandes verreries ; la tannerie de Rosette (1827) et la fabrique de papier du Caire (1834) ; six fabriques de salpêtre, installées par un Français, Haïm. Le point faible est, déjà, celui qui va freiner l'industrialisation un siècle plus tard : manque de minerais essentiels, le fer et la houille ; difficulté d'obtenir une force motrice suffisante.

« Notre objectif n'est pas de réaliser des bénéfices, mais de doter la population d'une formation industrielle », dit-il à Bowring, qui plaide le dossier d'une Égypte agricole. L'historiographie égyptienne récente commence à prendre conscience de cette dimension de l'œuvre du fondateur de la dynastie, qui a survécu jusqu'à son renversement le 26 juillet 1952.

Le Traité de Londres, conclu entre les puissances européennes et la Turquie le 15 juillet 1840, va permettre la réduction de cette immense poussée d'édification économique indépendante grâce à des dispositions qui condamnent l'Empire ottoman à la décadence : c'est la fin du monopole, créé par Muḥammad ʿAlī, l'ouverture de l'Égypte à la pénétration des capitaux étrangers, l'amorce du percement de l'isthme de Suez qui conduit, directement, à l'occupation militaire de 1882. Cette intégration se réalisera par la distorsion imposée du dehors à l'économie égyptienne. Le fait de dépendre de la monoculture du coton a manifestement des effets fâcheux pour l'ensemble de la vie économique : l'intégration est bien, ici, asservissement aux cours mondiaux et aux vicissitudes de la conjoncture mondiale, auxquels l'Égypte demeure étrangère, privée qu'elle est, depuis 1879, de son pouvoir souverain de décision.

J. Bowring, 1840 ; F. Djirdjis, 1958 ; M. F. Lehītā, 1944 ; G. Michailidis, 1950 ; H. Thiers, 1867 ; F. de Lesseps, 1869 ; M. K. Moursy, 1914 ; H. A. B. Rivlin, 1961 ; J. Tagher, 1949 ; M. Fahmy, 1954 ; A. E. Crouchley, 1938 ; A. A. A. al-Gritly, 1948 ; A. Abdel-Malek, 1962 ; H. Khallaf, 1962 ; C. P. Issawi, 1966 ; M. S. Ghurbāl, 1944 ; A. A. Ḥaṭṭāb, 1935.

Un autre type de distorsion tient au fait que la Basse-Égypte est privilégiée au détriment de la Haute-Égypte. Le delta, il est vrai, comprend l'essentiel de la superficie cultivable et sous-tend les grandes villes. Les villes sont le centre du processus de modernisation économique, sociale, politique et culturelle. La classe dirigeante autochtone — celle des grands propriétaires fonciers —, qui se dégage au fur et à mesure du développement du secteur capitaliste à partir de l'instauration de la propriété privée de la terre, est à cheval, d'une part, sur les villes et les campagnes, d'autre part, entre le pays et l'étranger qui monopolise le commerce extérieur et, plus particulièrement, les achats de coton.

Cette symbiose au sommet, pour ainsi dire, crée des liens organiques profonds entre l'intérieur du pays et les villes. La circulation de certains groupes de la population se fait dans le sens campagne-ville. L'arrière-pays, ici, est une expression qui s'applique, à l'extrême rigueur, au Sud, à la Haute-Égypte, puisque aussi bien, si Alexandrie, tournée vers l'Europe, joue un rôle économique capital — surtout depuis Saʿīd jusqu'à la fin du siècle —, Le Caire se situe en plein cœur du pays et contrôle le delta, où se crée l'essentiel de la richesse du pays et où vit la majeure partie de la population.

Agriculture et utilisation des sols

L'agriculture elle-même occupe, tout naturellement, la première place dans les réformes économiques. À la fin du XVIIIe siècle, toutes les terres, autres que les waḳf, se trouvaient réparties entre les *multazim*, dont la tâche principale consistait à « collecter et transmettre le revenu dû par son village ou ses villages au Trésor, central ou provincial ». Pourtant, H. A. R. Gibb et H. Bowen notent l'étendue des droits d'usufruit progressivement acquis par les *multazim*, le plus souvent au bénéfice de leur famille, au point que « la propriété d'État devint à peine mieux qu'une farce ». Une farce qui interdit à l'État moderne et centralisé, dont rêve Muḥammad ʿAlī, de se constituer. Dès lors, la seule chose qu'il puisse faire, c'est de mettre un terme à l'éparpillement, à la dispersion des revenus tirés de la terre. En effet, les deux millions de *faddān* (1 *faddān* = 0,56 hectare) qui constituent la superficie cultivable de l'Égypte, en 1805, se répartissent en six catégories: les terres *abʿādiyya*, *shiflik* ou *jiflik*, soit 200 000 *faddān* distribués par Muḥammad ʿAlī aux membres de sa famille, aux dignitaires et aux commandants militaires, terres exemptées d'impôts; les terres des Mamlūk, à la Citadelle (1811), puis leur liquidation en Haute-Égypte (1812) pour les reconvertir en terres *awsiya*, 100 000 *faddān* accordés en compensation aux Mamlūk, afin de ne pas priver leurs familles de toutes ressources; les terres des *shaykh*, ou *masmūh al-mashāyekh wal-maṣāteb* — 4% de la superficie cultivable de chaque village, au total 154 000 *faddān* remis aux *ʿulamāʾ* qui occupaient également des fonctions de *multazim*; les terres *rizḳa*, 6 000 *faddān* exemptés d'impôts, remis en cadeau aux experts étrangers travaillant en Égypte; les terres *athar*, qui restent disponibles, et sont remises aux *fallāḥin*; enfin, les terres des *ʿerbān*, sur lesquelles

Muḥammad ʿAlī souhaite que les Bédouins se fixent. Du fait de cette politique de la répartition des terres, le vice-roi apparaît à ses contemporains « comme l'agresseur des droits acquis, le destructeur des maisons prospères, l'homme qui s'en prend à ce qui est entre les mains d'autrui et lui ôte ses moyens de subsistance ». Pourtant, dit encore Shafīḳ Ghurbāl, il s'agit d'un « moyen pour sortir du chaos, de la pauvreté, de la faim et aller vers l'ordre, l'abondance, la richesse et la force ».

La situation, envisagée sur le seul plan de la propriété foncière, apparaît plus complexe. Certes, la tendance générale est vers l'ordre — celui de l'économie égyptienne étant, d'une manière générale, à l'époque, étatique et autarcique. Pourtant, s'il est exagéré de soutenir, comme le fait Muḥammad Kāmel Mursī, que la terre est alors enregistrée au nom des *fallāḥin* individuellement, et si l'essentiel demeure bien la propriété d'État, Ibrāhīm ʿAmer voit, plus justement, dans ce système une forme de transition : « Le régime de la propriété foncière et le système social qui s'y superposait en Égypte, avant Muḥammad ʿAlī, étaient ceux d'un "féodalisme oriental", dont les bases, différentes de celles du féodalisme européen, étaient l'absence de la propriété privée [des terres] et le centralisme du pouvoir d'État dans le domaine de l'agriculture. Il y avait, cependant, quelques points de ressemblance avec le féodalisme européen. » Puis, ayant analysé la différenciation des types de propriété foncière, il conclut que « le régime d'exploitation agricole du temps de Muḥammad ʿAlī était un régime temporaire, de transition, entre le féodalisme et le capitalisme »[14]. Un autre expert mettra l'accent sur ce deuxième aspect : « Le développement des grandes propriétés privées, caractéristique de l'Égypte moderne, a son origine dans la période de Muḥammad ʿAlī. La base de leur fondation, cependant, n'est pas le désir de créer une nouvelle classe de propriétaires terriens, mais de faciliter l'administration et la collecte d'impôts au bénéfice du gouvernement et de la nouvelle classe dirigeante. » Nous y reviendrons.

D'autres faits méritent d'être soulignés. C'est Muḥammad ʿAlī qui diversifie les récoltes et, surtout, intensifie la culture du coton, dès 1821, sur le conseil de Jumel, lequel donne son nom à une nouvelle variété de coton à longue fibre. Celle-ci, ainsi que le coton de type américain « Sea Island », fournit à l'État, détenteur du monopole en matière de commerce extérieur, des revenus appréciables, puisque la récolte de 1845 atteint 424 995 *ḳantār*, produits par 212 473 *faddān*, soit une augmentation de 400 % en vingt ans ; un maximum de 80 000 *ḳantār* va aux filatures égyptiennes ; il restera quelque 344 995 *ḳantār* pour l'exportation. Les experts s'accordent à louer la politique de modernisation agricole du Vice-Roi : « Par-dessus tout, il fournit le capital indispensable pour transformer l'économie agricole égyptienne d'économie de subsistance en une économie de récolte payable comptant, et il le fit sans

14. Ibrāhīm ʿAmer explique la différence entre le féodalisme oriental et le féodalisme européen par « l'absence de propriété privée sous forme de terre et le contrôle central d'État sur la propriété terrienne ».

pour autant sacrifier la production céréalière sur laquelle l'économie agricole égyptienne était fondée depuis toujours[15]. »

De lui-même, le vice-roi dit être, avant tout, « un cultivateur et un marchand ». On peut y voir un calcul, puisque le souverain d'Égypte s'adresse volontiers en ces termes à des observateurs étrangers. Mais alors un agriculteur dans le sens des pharaons, seigneurs de cette « société hydraulique » dont l'Égypte fut l'exemple le plus compact et le plus frappant au cours des âges. Il fait creuser, à l'aide de la corvée, trente-six canaux et drains, notamment le célèbre canal Maḥmūdiyya, fait combler le Pharʿawniyya, inutilisable, fait construire quinze ponts et vingt-trois barrages sur le Nil, dont le grand barrage du Delta, *al-ḳanātir al-khayriyya*, en plus de nombreux travaux de réfection. L'essentiel de l'effort porte, de loin, sur la Basse-Égypte. Pourtant, l'œuvre entreprise semble aller diminuant vers la fin du règne, alors même que la commission désignée en 1838 indique, dans son rapport, en juillet, qu'il s'agit d'atteindre l'objectif, colossal pour l'époque, d'irriguer 3 800 000 *faddān*. Muḥammad ʿAlī hésite à ériger de nouveaux barrages, c'est-à-dire à consacrer une partie importante de son potentiel en hommes et en matériel à une œuvre intérieure, au moment même où se précise l'offensive économique, politique et militaire des puissances européennes[16].

Ce n'est point un hasard s'il devait appartenir aux Britanniques de réaliser le projet gigantesque de Muḥammad ʿAlī, après l'occupation de l'Égypte. Techniquement, la conclusion sera que « les réalisations de Muḥammad ʿAlī en matière d'irrigation apparaissent comme moins impressionnantes quand on les compare à celles des grandes périodes de l'histoire égyptienne ». Cependant, les observateurs perspicaces de l'époque ne s'y trompent pas : il ne s'agit pas seulement de modernisation, ni d'aménagement du territoire, mais bien d'assurer l'« indépendance de l'Égypte vis-à-vis des autres pays », comme le voit, justement, John Bowring, commissaire de l'Angleterre en Égypte.

La première étape (1840-1879) est celle de la transition d'une économie profondément marquée par le « féodalisme oriental » à une économie capitaliste retardataire, de type colonial à prédominance agraire dominée par l'État, qui reprend et étend la volonté de modernisation de Muḥammad ʿAlī.

En fait, la politique du monopole, qui frappe durement les privilèges de l'ancienne féodalité et concentre la terre, entre autres choses, entre les mains du vice-roi, prépare la voie à la propriété privée de la terre, par le biais de l'usufruit. En 1846, un décret permet d'hypothéquer les terres détenues en usufruit. En 1854, les transferts de titres de propriété usufruitière doivent se faire devant les tribunaux. C'est cependant la loi du 5 août 1858, promulguée par Saʿīd, qui institue formellement le droit de propriété privée de la terre,

15. H. A. B. Rivlin, 1961, p. 169-170.

16. Seul parmi les étrangers, le Dr Clot Bey voit le problème, alors que les contemporains et les chercheurs d'aujourd'hui — notamment Bowring et Rivlin — s'en tiennent au seul plan technique et n'expliquent pas ce phénomène.

13.5. *L'arrivée du premier train reliant Le Caire à Suez le 14 décembre 1858.*
[© The Mansell Collection Ltd., Londres.]

selon des modalités diverses (clause 25); le droit d'héritage est reconnu en 1858. Plusieurs mesures successives, qui s'échelonnent de 1858 à 1871, assimilent les terres *rizḳa*, *awsiya* et *abʿādiyya* aux terres *kharādj* touchées par les réformes. En 1880, pratiquement la plupart des propriétaires terriens détiennent leurs terres en toute propriété. La superficie des terres cultivées passe de 3 856 226 *faddān* en 1840 à 4 758 474 *faddān* en 1882 grâce aux grands travaux d'aménagement et d'infrastructure entrepris essentiellement sous Ismāʿīl.

On comprend mieux, depuis quelque temps, l'efficacité des emprunts étrangers contractés par Ismāʿīl, afin d'entreprendre de grands travaux, dont beaucoup ont un retentissement sur les régions rurales. Déjà, ʿAbbās amorce ce processus en octroyant à George Stephenson, en 1851, un contrat pour la construction du premier chemin de fer, qui doit relier Alexandrie au Caire. Sous Saʿīd, Kafr al-Zayyāt, Ṭanṭā et Suez sont reliés à la capitale; on lui doit également la construction de la grande forme de radoub de Suez, le curage du canal Maḥmūdiyya. L'Égypte redevient ainsi le lieu de jonction entre la Méditerranée et la mer Rouge.

A. E. Crouchley, se fondant sur le rapport Beardsley, estime à 51 394 000 livres égytiennes le total des dépenses engagées par Ismāʿīl pour les grands travaux: 112 canaux s'étendant sur 13 500 kilomètres — soit un travail d'excavation qui, comparé à celui entrepris pour le canal, est dans la proportion de 165 à 100; plusieurs milliers de kilomètres de canaux drainés; 430 ponts construits; la transformation d'Alexandrie en meilleur port de la Méditerranée; 15 phares sur les deux mers; 1 880 kilomètres de chemins de fer; 5 200 kilomètres de lignes télégraphiques, plus 2 000 kilomètres au Soudan; 64 raffineries de sucre. Il rétablit le service des postes, après une période de chaos sous Saʿīd; en 1874, l'Égypte signe les accords du

Ier Congrès international des Postes à Berne. L'introduction des égouts, l'amélioration des rues du Caire et d'Alexandrie, la fourniture d'eau douce et d'éclairage à plusieurs quartiers, la modernisation du Caire sur le modèle de Paris — autant de travaux d'édilité qui viennent compléter les grands travaux d'infrastructure.

Le premier groupe social rural à se constituer en tant que classe est celui des grands propriétaires fonciers. Dans un premier temps — du 23 mars 1840 au 24 décembre 1866 —, le régime des *ʿuhda*, terres exemptes d'impôts données tout d'abord en usufruit qui devient progressivement propriété de fait, s'étend à la famille de Muḥammad ʿAlī et aux dignitaires; le total était estimé à 1 200 000 *faddān*, 300 000 sont détenus par la famille du vice-roi. Le reste sert à constituer la base des futures grandes propriétés: Salīm al-Saliḥdār Pacha reçoit les villages d'al-Balyāna et de Fadhara; la famille al-Shawāribī détient 4 000 *faddān* (sur 7 000) à Ḳalyūb, à la fin du siècle; al-Sayyed Abāza Pacha reçoit quelque vingt villages dans la Sharḳiyya, et en détient encore quinze, soit 6 000 *faddān*, à sa mort, en 1876; Badrāwī Pacha tient Samannūd, soit quelque 1 400 *faddān*. Le passage à la propriété privée ne fait l'objet d'aucune recherche précise; il semble que les successeurs de Muḥammad ʿAlī entérinent l'état de fait contre paiement des taxes dues par les *fallāḥin* qui travaillent sur ces terres. Un deuxième groupe de propriétaires est celui qui reçoit les terres en friche, *abʿadiyya*, dont la superficie atteint entre 750 000 et un million de *faddān* à la fin du règne de Muḥammad ʿAlī, notamment dans les deux provinces de Gharbiyya et de Beḥeira: Muḥammad Shārīf Pacha, Daramallī Pacha, tous gouverneurs ou ministres, en sont les principaux bénéficiaires. G. Baer signale que ce sont pourtant les terres *jiflik* — les terres « données » par le souverain — composées principalement de villages abandonnés en raison de la forte taxation, et ainsi transférés à la famille royale, qui constituent l'essentiel de la grande propriété foncière; sur le million *de faddān* qui représentent, en 1878, la propriété de la famille khédivale, les terres *jiflik* viennent au premier rang; c'est Ismāʿīl qui distribue la plus grande part des dotations entre 1867 et 1876.

Deux décrets pris par Saʿīd, les 30 septembre et 11 octobre 1854, regroupent toutes les terres en deux catégories: *ʿushūriyya* (qui comprend les trois types décrits ci-dessus, plus les terres *awsiya*, peu importantes) et *kharādjiyya*, c'est-à-dire les terres qui restent en dehors du cadre des grandes exploitations foncières; en effet, Y. Artin et lord Cromer assimilent les terre *ʿushūriyya* à la grande propriété; elles passent de 636 177 *faddān* en 1863, à 1 423 087 en 1891, soit une hausse de 14,5 à 28, 8 % des terres cultivées, alors que les terres *kharādjiyya* oscillent entre 3 759 125 et 3 543 529 *faddān* — soit une chute de 85,5 à 71,2 % — au cours de la même période.

La première statistique de la propriété foncière, en 1894, indique que 11 900 grands propriétaires (plus de 50 *faddān*) détiennent 2 243 500 *faddān*, soit 44 % du total. Le million de *faddān* appartenant à la famille khédivale en 1878 est nettement supérieur aux 664 000 *faddān* de 1844; Ismāʿīl prend possession des terres nouvelles, qu'il répartit en terres de la

Dā'ira al-Saniyya (503 699 *faddān* en 1880) et terres du domaine de l'État (425 729 *faddān* en 1878). On sait que les terres du Domaine doivent être cédées en 1878 pour couvrir l'emprunt Rothschild; mais le khédive prend la précaution d'en distribuer une grande partie à ses proches avant cette échéance; plus tard, de nouvelles dispositions permettent à ce groupe de racheter les terres de l'État. Ainsi, « si le double rôle du souverain égyptien en tant que propriétaire des terres de l'État et de ses propres terres est terminé à la fin du règne d'Ismā'īl […], le membre régnant de la famille (khédive, sultan ou roi) continue d'être presque toujours le plus grand propriétaire foncier. Mais il ne dispose plus en théorie — et, dans une large mesure, en pratique — d'une vaste réserve de terres d'État pour augmenter ses propriétés personnelles […]. De même, la famille royale, en tant que tout, et grâce à ses *waḳf*, ainsi qu'à sa grande richesse qui lui permet d'acheter encore plus de terres, maintient sa place prééminente, qui date du XIX^e^ siècle, parmi les propriétaires terriens de l'Égypte ». Ces grands propriétaires se recruteront, tout naturellement, parmi les hauts dignitaires du régime, les officiers, certains notables de villages, certains chefs bédouins, des *'ulamā'*, des coptes (voir tableau ci-après). Pour situer les autres classes sociales rurales, il est intéressant de consulter la répartition des propriétaires par catégories. Le trait le plus frappant est bien l'émiettement de la propriété, au tournant du siècle. Les causes en sont multiples: effets de la loi islamique sur l'héritage; croissance démographique intense; loi sur l'insaisissabilité des cinq *faddān* (décembre 1912). En fait, les petites propriétés proviennent aussi bien de l'émiettement, tout relatif, des grandes propriétés que de celui des moyennes.

Répartition des propriétaires par catégories en Égypte en 1894 et 1914

Catégorie de propriétaires	Nombre		Superficie	
	Chiffre absolu	% du total	Chiffre absolu	% du total
Grands propriétaires (+ de 50 *faddān*)				
1894	11 900	1,3	2 243 500	44,0
1914	12 480	0,8	2 396 940	43,9
Moyens propriétaires (de 5 à 10 *faddān*)				
1894	141 070	15,4	1 756 100	34,3
1914	132 600	8,5	1 638 000	30,0
Petits propriétaires (– de 5 *faddān*)				
1894	761 300	83,3	1 113 000	21,7
1914	1 414 920	91,7	1 425 060	26,1

Les indications recueillies sur le statut socio-économique des *ʿumda* et *shaykh* de village sont précieuses. La fin de l'ère du monopole, puis l'apparition de la propriété privée de la terre sous Saʿīd réduisent sensiblement l'importance de cette catégorie de notables ruraux, auparavant commis des *multazim*, et toujours représentants du pouvoir central face aux *fallāḥin*. Ismāʿīl renforce leur autorité: «Ce poste revient au propriétaire terrien le plus important», écrit le correspondant du *Times*, D. Mackenzie Wallace; l'encyclopédie d'ʿAlī Mubārak Pacha confirme et fournit les noms des familles de *ʿumda* (al-Sharīf, al-Hawwārī, al-Gayyār, ʿAbdul-Ḥaḳḳ, Shiʿīr, al-ʿUḳalī, Siyāgh, al-Wakīl, al-ʿItribī, al-Shirīʿī, etc.). Ce sont les koulaks de l'Égypte, sur lesquels le proconsulat de Cromer hésitera à fonder son pouvoir dans les campagnes. L'importance de leur poids relatif dans les campagnes, au moment du recensement de 1894, provient des gains acquis sous Ismāʿīl: allocation des terres; prêts octroyés aux *fallāḥin* pauvres; location de leurs propres terres; transactions commerciales avec la ville, notamment.

Le nombre de koulaks augmente dans les régions rurales, de même que celui des familles de *fallāḥin* disposant de moins des 3 *faddān* requis pour leur subsistance, et d'autres catégories de personnes sans terre ni emploi. Ce processus de paupérisation devait encore s'accélérer pendant la période coloniale. Alors que ʿAbbās Ier joue les Bédouins contre une éventuelle alliance entre les *shaykh* et les *fallāḥin*, et que Saʿīd cherche à réduire le pouvoir politique des notables de village, Ismāʿīl, tout au contraire, s'appuie largement sur eux; la première assemblée consultative des députés de 1866 est choisie, pour la meilleure part, parmi les *shaykh*; sur les 74-75 délégués qui siègent en 1866, 1870 et 1876, A. R. al-Rāfeʿī évalue à 58-64 le nombre des *ʿumda*; plus, Ismāʿīl en nomme un grand nombre au poste de *mudīr* (gouverneur) contre l'aristocratie turco-albanaise; tout naturellement, ces hommes soutiennent la révolution d'ʿUrābī en 1882, et rallient les *fallāḥin* à la cause nationale.

Développement culturel

L'évolution de la culture — des prémices, peu réussies il est vrai, de l'acculturation à l'élaboration d'une véritable philosophie de la culture nationale — occupe une place à part. Une fois encore, une fois de plus, comme le démontre toute l'histoire de l'Égypte en ses sept millénaires, c'est l'État qui va formuler le projet, former les cadres, impulser l'action. Au centre de ce processus, la haute figure de Shaykh Rifāʿa al-Ṭahṭāwī (1801-1873) domine la scène. Avec lui, le Moyen Âge vient à terme, en Égypte comme en d'autres centres du monde arabe.

Une ère nouvelle commence, celle de la reconquête de l'identité, objectif des civilisations de la phase «nationalitaire»; elle doit se faire dans un cadre national, à l'aide de la pensée radicale et de la double critique du patrimoine national et des apports étrangers, afin que «la patrie soit le lieu de notre commun bonheur, que nous bâtirons par la liberté, la pensée et l'usine». Son œuvre maîtresse, *Manāhedj al-albāb al-Miṣriyya fī mabāhedj al-ādāb al-ʿaṣriyya* [Les voies des cœurs égyptiens vers les joies des mœurs

contemporaines], marque, en 1869, la jonction entre la pensée nationale et l'ouverture vers le socialisme : « C'est le travail qui donne de la valeur à toute les choses qui n'existent pas en dehors de lui […]. Le travail est donc bien le pivot de l'abondance : c'est par lui que l'homme prend possession des utilités des animaux et de leur industrie spontanée, qu'il façonne afin que les membres de sa patrie en profitent […]. Toutes les vertus dont le croyant doit faire preuve envers son frère dans la foi sont également obligatoires pour tous les membres de la patrie, dans leurs droits réciproques les uns envers les autres, en raison de la fraternité patriotique qui les unit sans parler de la fraternité religieuse. Tous ceux que réunit une même patrie ont l'obligation morale de coopérer en vue d'améliorer la condition de leur patrie et d'en parfaire l'ordre dans les domaines de l'honneur de la patrie, de sa grandeur, de sa richesse et de sa prospérité. Cette richesse ne peut être obtenue que grâce à la régularité des rapports sociaux et à la réalisation des entreprises d'utilité publique. Celles-ci seront réparties également entre les membres de la patrie, afin que tous participent aux bénéfices de la fierté nationale. Quand l'injustice, la couardise, le mensonge et le mépris disparaîtront, alors les vertus et les bienfaits se répandront parmi eux et viendra l'heure du bonheur entre eux[17]. »

Instruments d'avant-garde, les missions scolaires en Europe, principalement en France, suivie par l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, les États allemands et, plus tard, par les États-Unis d'Amérique, ne sauraient, à elles seules, assurer l'armature d'un système pédagogique à l'échelle du pays tout entier et de ses besoins. L'effort apparaît, avec le recul — et notamment par comparaison avec l'action menée par l'occupant britannique —, comme véritablement imposant. La différenciation s'établit entre les deux types d'enseignement, classique traditionnel et moderne, en fonction du legs égyptien, d'une part, des exigences de l'État militaire et de la renaissance culturelle, d'autre part. Le réseau d'écoles spéciales supérieures — unique dans le monde non occidental de l'époque — qui caractérise le règne de Muḥammad ʿAlī va se doubler de l'institution d'un véritable système d'éducation nationale, sous Ismāʿīl, grâce notamment à ʿAlī Mubārak, après un interlude qui permettra aux missions religieuses européennes et américaines de s'implanter, au moment de la percée impérialiste, en dépit d'une opposition tenace de l'Église copte. L'ensemble de ces initiatives et de cette réflexion va doter l'Égypte, en un demi-siècle, tout à la fois d'un authentique système d'éducation moderne et national, des éléments principaux d'une université de réelle qualité, d'un réseau diversifié d'institutions scientifiques et d'un programme pédagogique fondé sur les valeurs humanistes, scientifiques et rationalistes modernes. C'est dans ce dernier domaine que l'on rencontre, tout naturellement, les difficultés les plus sérieuses, tant il est vrai qu'il est plus facile de modifier les institutions que de refaçonner les mentalités.

La conjonction des missions scolaires et de la montée des nouvelles élites de pouvoir, de même que l'émergence de nouvelles couches sociales,

17. R. al-Ṭahṭāwī, 1869.

notamment dans les villes, grâce à l'action politique et militaire de l'État, vont susciter un puissant mouvement de presse et d'édition, où l'impulsion et le contrôle étatiques — à partir de la création de la gazette officielle *al-Waḳā'i' al-Miṣriyya* (1828) — permettent cependant une marge d'initiatives privées (*al-Ahrām* fut créé en 1876).

Il faut bien voir que c'est l'Égypte, seule entre toutes les provinces de l'Empire ottoman, qui offre aux intellectuels, penseurs, écrivains et publicistes persécutés par la Porte une terre d'asile, en réalité la terre d'asile privilégiée, parce que orientale et islamique, mais aussi organiquement imbriquée dans le mouvement de l'Europe moderne. Une terre d'asile qui est plus, à savoir un lieu de rencontres, de travail et de création intellectuels, appuyé sur le seul État moderne de l'Orient qui soit doté d'une infrastructure matérielle, technique et économique, avancée. La lutte entreprise par l'Égypte depuis l'avènement de Muḥammad ʿAlī pour fonder un État moderne, surmonter quatre siècles de décadence, se doter d'une économie avancée, appuyée sur une armée efficace et puissante, lutte reprise, dans des conditions infiniment plus rigoureuses, par Ismāʿīl, provoque une fermentation d'idées et de mouvements sociaux et politiques d'une grande intensité : la presse arabe — égyptienne et syro-libanaise, officielle et privée — vit donc dans un milieu privilégié, exaltant pour le sentiment national, propice au renouveau culturel, au brassage d'idées. C'est là, nous semble-t-il, plus que dans le seul fait d'avoir été le lieu d'asile d'élection de l'époque au sein de l'Empire ottoman, que réside l'apport fondamental de l'Égypte au progrès de l'enseignement, de la presse et de l'édition — des Lumières dans le monde arabe et islamique d'alors — au cours de cette période qui apparaîtra, plus tard, comme ayant été celle de la gestation de la révolution et de la renaissance nationales. Quelques exemples suffiront.

L'historiographie adopte très rapidement la méthode scientifique ; et son champ d'application s'étend de l'Égypte aux grandes expériences qui embrassent le monde, notamment le monde moderne et hégémonique, cette Europe d'où vient le défi. La transition de l'*umma* au *waṭan* — de la « communauté des croyants » à la « patrie » *stricto sensu* — fait écho, sur le plan des idées, à la volonté politique de l'Égypte de se désengager de la Turquie et de devenir autonome.

L'élaboration de la notion d'indépendance ne suit pas la même courbe que celle du concept de patrie. L'oscillation entre un autonomisme plus ou moins autocentré et une volonté d'indépendance réelle, assortie d'ambitions impérialistes, ressortit à la problématique spécifique du dégagement institutionnel de la personnalité nationale égyptienne, dans le cadre géopolitique historiquement défini par la lutte des puissances rivales européennes pour le partage du monde. Il ne s'agit ici que secondairement de l'imperfection de l'outillage conceptuel et idéologique — qui n'est pas moins réel. La difficulté est ailleurs : une dialectique d'affrontement bipolaire direct n'étant guère possible, des stratégies de type tri- ou pluriangulaire s'imposent, dont les protagonistes sont toujours l'Égypte, la France et la Grande-

Bretagne — auxquels s'ajoute la Turquie. Dès lors, c'est en lui-même que le pays cherchera des sources de force, des motifs de légitimité.

L'imitation de l'Occident sera perçue, avec allégresse, comme une opération de surface — un miroir de l'être possible, à défaut d'un possible actualisable : le vêtement ; l'urbanisme ; la musique sous forme d'opéra, mais aussi d'airs militaires ; le théâtre surtout ; des ébauches de roman. Il va de soi que les salons ne sauraient masquer l'essentiel, à savoir la résurgence de l'État national. Ils ne sauraient guère plus atténuer, ne fût-ce qu'un moment, la voix du pays profond. Celle-ci, telle que l'expriment dictons, proverbes et coutumes, est faite de dépossession — non point dans l'immédiat, mais à travers et au terme d'une histoire millénaire ; mais une dépossession impensable, tant est profond l'enracinement de chacun dans la glèbe immémoriale. La sensibilité populaire s'exprimera à travers des moules et des formulations qui disent le besoin de médiations viables.

Géopolitique et compradores

La dissolution de l'État de Muḥammad ʿAlī, qui commença à partir du Traité de Londres en 1840, fut le prélude à la pénétration de l'Égypte par le grand capital européen, soutenu par les compradores du temps. À la question de savoir si le règne d'Abbās Ier fut véritablement celui « du silence et de la terreur », Muḥammad Sabry répond : « Il faut reconnaître cependant que la politique vigilante et sévère du vice-roi a dressé une sorte de digue contre l'affluence européenne en Égypte ; qu'elle a, surtout grâce aux règlements établis en vue de limiter la liberté du commerce intérieur, empêché les Européens, Grecs pour la plupart, de pénétrer dans l'intérieur du pays, de quitter les deux grandes villes d'Alexandrie et du Caire pour se répandre dans les campagnes et commercer avec les paysans ignorants. ʿAbbās réussit ainsi à enrayer le mal (l'ère consulaire) qui devait s'étendre comme une tache d'huile sous son successeur, mais le mal n'existait pas moins[18]. »

La concession accordée par Saʿīd (1854-1863) à son ami d'enfance Ferdinand de Lesseps pour le percement du canal de Suez, le 30 novembre 1854, officiellement notifiée par le *firmān* du 19 mai 1855, marque le début de la pénétration de l'Égypte par le grand capital européen, alors au zénith de son expansion coloniale. L'impulsion viendra de Napoléon III en personne, qui précipite la tranformation de la Société d'études du canal de Suez — fondée, le 27 novembre 1846, par trois groupes de dix membres chacun représentant la Grande-Bretagne, la France et l'Autriche — en Organisation du conseil d'administration de la Compagnie universelle du canal de Suez, créée le 30 novembre 1854 « afin que son organisation parmi les hommes d'affaires aidât l'action des hommes d'État dans leurs négociations diplomatiques », comme l'indique Napoléon III à Enfantin. Ce dernier est rapidement écarté de l'affaire, au profit du seul Lesseps qui ne cessera dès lors d'acculer Saʿīd à toutes les concessions, au nom de l'amitié. Lesseps pousse, sans relâche, sur la voie des emprunts étrangers. À la mort de Saʿīd, le 18 janvier 1863, le

18. M. Sabry, 1933.

passif de l'Égypte s'élève à 367 millions de francs (14 313 000 livres égyptiennes), selon la version la plus courante, alors que M. F. Lihītā donne le chiffre de 16 308 075 livres égyptiennes. De plus, Saʿīd cède à un prix dérisoire le domaine du Wādī — 10 000 hectares, y compris al-Tall al-Kabīr, clé de l'Égypte —, quatre canaux intérieurs entre le Nil et le lac Timsāḥ; trois immeubles et leurs dépendances; des magasins s'étendant sur 10 000 mètres carrés à Būlāḳ.

Dès l'allocution qu'il prononce le 20 janvier 1863, à la Citadelle du Caire, devant le corps consulaire, Ismāʿīl déclare son intention d'abolir la corvée. « Personne n'est plus *canaliste* que moi — dit-il un peu plus tard — mais je veux que le canal soit à l'Égypte et non l'Égypte au canal. » Simultanément, les grands travaux de développement économique à l'intérieur, les missions diplomatiques et les opérations militaires entreprises à l'extérieur (Mexique, Crète, Afrique), à la fois pour le compte de la Porte et pour l'instauration de l'Empire égyptien en Afrique, viennent grossir le chiffre des emprunts. La courbe est éloquente: au fur et à mesure que l'Égypte s'enlise, les conditions se font plus draconiennes. En tout, huit emprunts, y compris celui de Saʿīd, s'échelonnent de 1862 à 1873; en fait, l'emprunt de 1868 ne permet pas de racheter la dette flottante et dévie vers les dépenses de fonctionnement, entre autres les cérémonies d'inauguration du canal. Ismāʿīl Ṣaddīḳ va imaginer la loi dite de *muḳābala* (1871), qui sera appliquée jusqu'en 1877: contre le paiement d'une somme correspondant à six annuités de l'impôt foncier, les propriétaires sont confirmés dans leur droit de propriété et bénéficient d'une réduction à perpétuité de 50 % dudit impôt.

La banqueroute qui menace la Turquie, en 1874, réduit la marge de manœuvre d'Ismāʿīl. Pour faire face à l'échéance du 1er décembre 1875, il négocie la cession des 177 642 actions du canal avec ses créanciers français, tout d'abord, puis avec la Grande-Bretagne. Le 25 novembre, Disraeli, épaulé par les Rothschild, enlève le lot — c'est-à-dire la part de l'Égypte tout entière dans la Compagnie du canal — pour la somme dérisoire de 3 976 580 livres.

Les résidents étrangers — qui passent de 3 000 en 1836 à 112 568 en 1897 — vont agir tout d'abord comme force de pénétration, puis comme les auxiliaires des troupes d'occupation après 1882. « Cette société, selon M. Sabry, était formée principalement de délinquants, de faux-monnayeurs, de repris de justice, de nababs et d'aventuriers de toute sorte »; et, selon D. S. Landes, elle « comprenait un mélange des meilleurs et des pires éléments du monde européen et méditerranéen: banquiers et usuriers; marchands et voleurs; agents de change anglais pleins de rectitude et trafiquants levantins mercuriaux; employés zélés de la P.& O. (Peninsular & Oriental); putains bariolées pour la place des Consuls à Alexandrie; savants dévoués pour les temples d'Abydos et de Karnak; coupe-jarrets et hommes de confiance pour les allées du Caire[19] ».

19. D. S. Landes, 1958.

Le commerce de gros, importation et exportation, est presque entièrement contrôlé par les étrangers, notamment les Anglais, les Grecs, les Italiens et les Allemands (six ou sept Égyptiens sur plusieurs centaines d'importateurs en 1908); le commerce de demi-gros et de détail est également entre les mains d'étrangers, Grecs, Levantins et Juifs pour la plupart. La finance et la banque locales sont, pour l'essentiel, entre les mains des Juifs, alliés ou associés des banques européennes, les « néo-dévorants » — les Cattaui, Ménaché, Suarès, Sursock, Adda, Harari, Salvago, Aghion, Sinadino, Ismalun; ils traitent avec des Grecs, des Italiens, des Syriens et, plus tard, avec des Égyptiens. Méditerranéens et Levantins exercent les petits métiers, le négoce, l'artisanat, etc. Les sujets britanniques — dont la moitié viennent de Chypre, de Malte et autres colonies — sont soit militaires ou fonctionnaires, soit engagés dans le commerce du coton. En 1897, l'agriculture occupe 64 % de la population active autochtone, contre 0, 7 % des étrangers; dans l'industrie et le commerce, en revanche, on trouve 50 % de la population active étrangère, contre 17 % d'autochtones.

En 1919, 1 488 propriétaires étrangers possèdent plus de 50 *faddān*, soit un total de 583 463 *faddān*, c'est-à-dire une moyenne de 400 *faddān* par personne, contre une moyenne de 150 *faddān* pour les grands propriétaires égyptiens. Le revenu moyen annuel des étrangers par tête atteint 85 livres égyptiennes contre 9,5 pour les Égyptiens, sans parler, bien entendu, des sociétés étrangères opérant dans le pays, et des emprunts contractés à l'étranger. En 1882, la création des tribunaux mixtes tentera de réduire la marge de désordre financier et administratif.

La révolution égyptienne (1881-1882)

Tout au long du XIX^e^ siècle, et plus particulièrement à partir du coup d'arrêt stratégique de 1840, la montée de la bourgeoisie égyptienne s'opère dans un cadre implacable, celui des impérialismes ascendants. Elle survient en même temps que la mise en place d'une culture véritablement nationale, grâce à R. al-Ṭahṭāwī et A. Mubārak notamment, qu'accompagne la formation d'une armée, alors la plus puissante d'Afrique, conduite par des polytechniciens et des scientifiques rompus à la stratégie de longue marche.

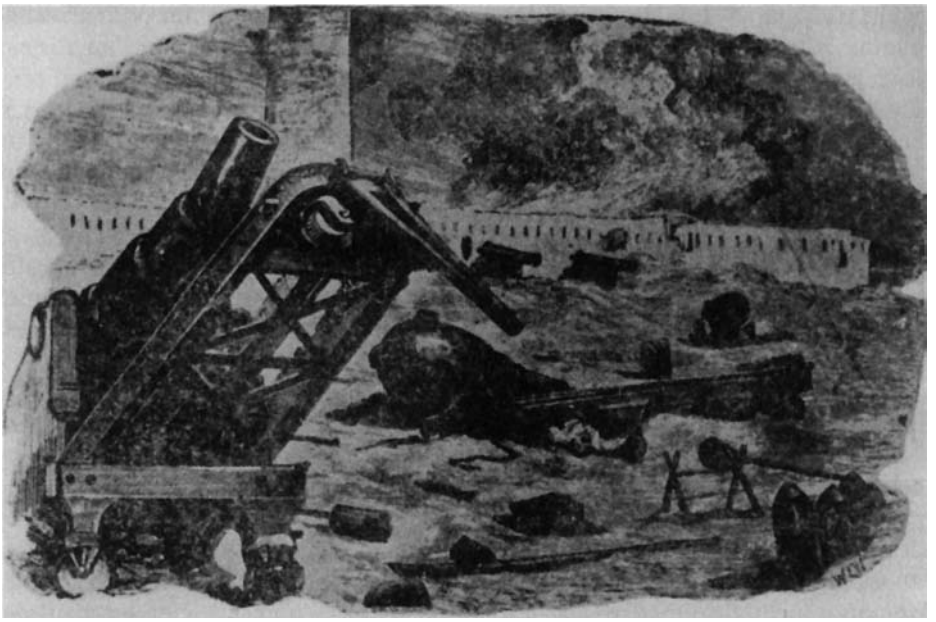
Dans les dernières années du règne d'Ismāʿīl, directement encouragé par le khédive, le « groupe du Ḥilwān » (Shārīf, Ismāʿīl Rāgheb, ʿUmar Lutfī, Sulṭān Pacha, les colonels Ahmad ʿUrābī, ʿAbdul-ʿAl Ḥilmī et Alī Fahmī, Mahmūd Sāmī al-Bārūdī, Sulaymān Abāẓa, Ḥasan al-Shirīʿī, Maḥmūd Fahmī Pacha) comme aussi les réunions secrètes d'officiers de l'armée égyptienne commencent à agir dès 1876. Telle sera l'origine du « Programme national », présenté à l'Assemblée, le 2 avril 1879, par soixante parlementaires qu'épaulent les grands dignitaires religieux; telle sera aussi l'origine du premier manifeste portant la signature du Parti national, le 4 novembre 1879, comme aussi du premier programme du Parti national, conjointement rédigé par

Muḥammad ʿAbduh et W. S. Blunt, le 18 décembre 1881. L'action est alors principalement de type revendicatif et constitutionnaliste. Le Parti national, cependant, s'appuie sur l'armée, ultime recours. Son action est caractérisée par un gradualisme par le sommet ; la reconnaissance du rôle de l'armée dans la révolution nationale ; le cadre religieux, c'est-à-dire islamique, de l'action politique.

Devant le regroupement des forces nationales qui s'opère, les puissances européennes, cette fois conduites par la Grande-Bretagne soutenue de près par la France, prenant prétexte d'une sombre machination qui se traduit par des émeutes et des morts le 11 juin 1882 à Alexandrie, se réunissent à Constantinople, le 23 juin, pour considérer à nouveau la « Question d'Égypte ». La décision est alors prise d'intervenir militairement. L'escadre britannique, conduite par l'amiral Seymour, bombarde Alexandrie le 11 juillet 1882, y causant des pertes considérables en vies humaines et l'incendie de la ville le 12 juillet. Cette action prélude à l'invasion militaire qui a pour objectif de détruire le fer de lance du mouvement national, c'est-à-dire l'armée : en effet, les officiers commandant les trois brigades de l'armée, à la tête de leurs troupes, avaient présenté le 9 septembre 1881 au khédive Tawfīḳ, cerné en son palais d'ʿAabdīn, les revendications du Parti national au nom de la nation tout entière. L'invasion britannique se solde par la destruction de l'armée égyptienne, notamment au cours de la bataille de al-Tall al-Kabīr, le 13 septembre 1882, où le brigadier-général Muḥammad ʿObeyd meurt à la tête de ses troupes, héros sans sépulture de la défaite de la révolution. Un grand nombre de pachas, autour de Muḥammad Sulṭān Pacha, se rallie à l'occupant. Ahmad ʿUrābī et ses compagnons sont rayés de l'armée, exilés à Ceylan. La longue nuit de l'occupation commence, cependant que, près d'une année encore, les *fallāḥin* dans les campagnes continuent de se mobiliser sporadiquement pour entretenir la légende d'ʿUrābī et de ses compagnons.

La période qui va de l'abdication forcée d'Ismāʿīl (1879) à l'occupation militaire britannique est dominée par la radicalisation profonde et accélérée du mouvement national égyptien et de son idéologie en formation. Le problème de la renaissance est perçu et parfois posé en termes explicites. La résistance à la pénétration économique et politique des puissances européennes domine la conscience nationale et en détermine les thèmes et les modes d'expression. Avec l'occupation militaire, une période s'ouvre qui prend fin, formellement, avec l'évacuation de 1954, et effectivement en 1956, à l'heure de la reconquête de Suez. La période qui suivit fut-elle aussi noire qu'on l'a décrite ?

Le renouveau de la pensée islamique, tout d'abord. Le renversement de 1840, puis l'occupation qui se prépare, dès 1879, ne peuvent manquer de frapper de larges masses, sensibilisées par l'islam. Mais où rechercher les causes du retard, les motifs de la décadence, les justifications de la brisure ? Un groupe de penseurs, insérés dans les groupes sociaux rattachés aux secteurs traditionnels de l'économie et des institutions, ressent plus vivement que les secteurs modernistes de l'économie de l'époque la cruauté de cette marginalisation historique. Ses théoriciens, et prin-



13.6. *Le bombardement d'Alexandrie, juillet 1882.*
[*Source :* A. R. al-Rāfeʿī, *Thawrat Arabi wal-Ihtelal al-Biritani*, 1937, Le Caire, Dar al-Nahda al-Misriyyah. Photographie originale publiée dans *The Graphic*, Londres, 1882.]

cipalement Muḥammad ʿAbduh, vont s'attacher à en rechercher au plus profond de la tradition nationale culturelle la plus marquante — celle de l'islam — les raisons et les clés. La religion et l'idéologie ne sont plus, au XIXe siècle, celles que Muḥammad, *nabī al-ʿarabī* [le prophète arabe], avait instituées. Des traditions pour la plupart fausses ; des scories ; le long héritage des siècles de décadence et de dépendance : l'islam n'est plus lui-même. Dès lors, il convient de voir dans cette dénaturation la source de la décadence nationale et dans le retour aux fondements principiels la voie de tout avenir possible pour un pays d'islam. Les réformes suggérées n'excluaient pas l'usage de la raison ou, plus exactement, du bon sens, mais dans le seul cadre de la religion ; pragmatisme qui permet l'ouverture à la contemporanéité, mais récuse, déjà, le processus de théorisation ; refus de toute dialectique sociale, au nom de l'unité de l'*umma* ; refus de l'historicisme, le passé étant privilégié par principe — tels paraissent être d'une part l'inspiration profonde de la pensée théologique, d'autre part les traits essentiels de l'application de cette pensée aux domaines du politique et du social de ce renouveau.

Les radicaux sont ailleurs. Ils s'enracinent pourtant dans le même terroir mais sectoriellement seulement, il est vrai. L'islam irrigue les deux tendances, et al-Azhar, souvent, accueille et forme ; mais seulement en un premier temps. al-Ṭahṭāwī, cette fois, annonce plus qu'il ne dirige. La direction du

mouvement national — le « groupe du Ḥilwān », qui se donne ʿUrābī pour chef — évolue à partir de thèses libérales, indépendantistes et constitutionnalistes, fort acceptables pour l'époque, en vertu d'un pragmatisme prudent que l'explosion révolutionnaire ne vient démentir qu'un temps. Le front des classes montantes, à l'époque mal structuré ou en gestation, se dote tout naturellement d'une armature idéologique éclectique. Eclectisme — mais non synthèse. Les forces montantes de l'époque, dont 1952 marquera la chute, ne parviennent pas encore à opérer le tri critique préalable à toute synthèse ; l'amalgame frontiste est préféré à l'analyse ; l'unanimisme révolutionnaire à une définition précise en termes de principes et de classes. C'est alors, nous semble-t-il, que l'idéologie du modernisme libéral devient un slogan équivoque — en dépit d'al-Ṭahṭāwī.

Au milieu de la grisaille du temps, dans la nuit de l'occupation dont le poids, en cette première phase, est particulièrement étouffant, ʿAbdullāh al-Nadīm (1843-1896) apparaît comme une figure de légende. En lui, tout va converger : la pensée et l'action, la rhétorique et l'efficacité, le classicisme et la modernité. Son apport principal se situe essentiellement dans l'implantation des thèses et des idées nationalitaires, jusqu'ici privilège des élites, dans les masses profondes du peuple des villes et des campagnes. Journaliste, tribun, organisateur politique, écrivain de théâtre, théoricien et praticien éminent de l'arabe dialectal, historien, il est véritablement le créateur du populisme révolutionnaire qui trouvera dans les colonnes de ses journaux successifs, *al-Tankīt wa'l-Tabkīt* puis *al-Tā'ef*, comme aussi dans la création de la Société de bienfaisance islamique, les moyens d'éveiller l'opinion publique. « J'ai proclamé l'amour des soldats et la nécessité de s'appuyer sur eux, j'ai appelé les masses à se joindre à eux. » Voici son appel du 20 juillet 1882, au moment de la révolution d'ʿUrābī : « Habitants de l'Égypte ! Les Anglais disent que l'Égypte est la forteresse des pays arabes, et que celui qui y pénètre s'empare par là même des pays des musulmans. Levez-vous pour la défense de votre patrie, fortifiez-vous, préservez la forteresse des pays islamiques, livrez la guerre sainte et juste au nom d'Allāh, afin de préserver cette grande religion et d'éloigner un ennemi qui veut pénétrer avec ses hommes et sa cavalerie dans le pays de Dieu, dans la sainte *Kaʿba*, par le biais de votre pays, en s'appuyant pour ce faire sur votre khédive qui a vendu la nation afin de complaire aux Anglais et donné les terres de l'islam en regard de la protection que lui fournissent les Anglais ! »

Après la défaite, son dernier journal, *al-Ustādh* — qui se veut le creuset de la radicalisation de l'idéologie nationale, le lieu du ressourcement patriotique dans la traversée de la longue nuit qui va conduire en 1892 à la résurgence du mouvement national autour du Parti national — déclare : « En un mot, le médicament le plus fort est la cautérisation par le feu. La situation a atteint son comble. Si nous parvenons à raccommoder cette étoffe percée, si nous nous soutenons les uns les autres, si nous unissons la parole orientale, égyptienne, syrienne, arabe et turque — alors nous pourrons dire à l'Europe : "Nous sommes nous-mêmes, et vous êtes ce que vous êtes. " Mais, si nous restons au point où nous sommes — contradictions, capitulation, recours

les uns après les autres à l'étranger —, alors l'Europe aura le droit de nous expulser de nos pays jusqu'aux cimes des montagnes, et, après nous avoir parqués parmi les bêtes sauvages, de nous dire avec raison : "Si vous étiez semblables à nous, vous auriez agi comme nous." » Neuf années de clandestinité, la première dans l'histoire du mouvement national égyptien, et qui fera école, font de Nadīm le porte-parole de la masse des *fallāḥin*, ce pays profond qu'il laboure et irrigue de sa sève. Il faut lire les souvenirs publiés, quatre-vingt-quatre ans plus tard, en 1966, par l'un des rares survivants des *fallāḥin* révoltés de l'époque, al-Hādjdj ʿUthmān Shuʿīb : « Le pays ne s'est pas tu : il y eut de nombreux soulèvements ; les sultans, les rois et les Anglais les tuaient. Combien de jeunesse s'en est allée sans résultat […]. Puis vint Gamāl. Il a vengé ʿUrābī ; il a vengé les *fallāḥin* ; il a expulsé le sultan et les Anglais. Une seule chose me déplaît ; la photo d'ʿUrābī : où sont ses mains, sa haute taille ? Où est son épée ? »

Dans la nuit qui est celle de toute occupation, dans la grisaille, l'abdication, les compromis, face à l'effroi qui s'abat sur le pays décontenancé, Nadīm proclame l'avènement du peuple au gouvernail de la révolution porteuse d'avenir.

L'impact de l'Égypte : « l'autre côté de la rivière »

À l'heure du bilan, une grande interrogation s'impose à l'évidence : comment expliquer cette renaissance en crise, la cassure d'une percée qui reste véritablement fulgurante pour l'époque, un processus enrayé, dont le monde arabe et l'Afrique ont gardé la nostalgie ?

Il s'agit, fondamentalement, de la pesée du fait géopolitique sur l'ensemble du processus tout entier, bien plus que des raisons internes, qui ont également joué en profondeur. En effet, si l'on accepte la matrice des deux cercles de la dialectique sociale — le cercle extérieur, exogène, et le cercle interne, endogène —, il apparaît que, dans le cas de l'Égypte, lieu de toutes les tourmentes, à la jonction de l'Orient et de l'Occident, point de rencontre des trois continents (l'Afrique, l'Asie et l'Europe), c'est bien le cercle extérieur — celui de la géopolitique — qui commande l'ensemble. Le XIXe siècle égyptien est, bien entendu, le point culminant des guerres qui ravagent les côtes d'Égypte et de Syrie, comme aussi du Maghreb arabe et islamique, depuis le XVIIIe siècle ; 1882 étant, d'ailleurs, la date précise à laquelle tous les pays arabes et islamiques d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale cessent d'être formellement indépendants pour devenir possessions militaires directes des grandes puissances d'Occident.

Mais il y a plus. Les coups portés à la première étape de la renaissance égyptienne, depuis les grandes batailles navales de Méditerranée et le Traité de Londres en 1840 jusqu'à l'occupation militaire de 1882, la pénétration massive des capitaux et des colons étrangers, le démantèlement progressif de la poussée d'indépendance et d'édification nationale ne vont guère lais-

ser le temps à l'Égypte — et nous sommes là au cœur du cercle endogène de la dialectique sociale — de mettre au point une synthèse de la pensée nationale qui puisse faire front à la pénétration étrangère, tout en structurant le projet national de façon réaliste et adéquate. Les grandes tendances de la pensée égyptienne — le modernisme libéral d'une part, et le fondamentalisme islamique d'autre part — ne vont tenter d'opérer leur jonction que vers la moitié du XXe siècle. Le XIXe siècle reste, lui, celui des ébauches, des rapprochements inadéquats, de la symbiose impossible. D'où la perméabilité du terrain national, où le modernisme d'acculturation se trouve volontiers confondu avec la modernité nationale critique, où la « vague occidentale » peut aisément isoler les différents facteurs constitutifs, les grandes formations, du mouvement national égyptien.

Au loin, l'impact de cette première étape de la renaissance égyptienne sera retentissant. Le Soudan, l'Abyssinie, la Corne de l'Afrique, la zone des Grands Lacs d'Afrique centrale vont ressentir les enseignements de l'Égypte renaissante aux prises avec l'impérialisme. Dans le Maghreb, la renaissance de l'islam politique et des grandes luttes populaires militaires contre la pénétration coloniale s'inspirent sans cesse des différentes dimensions de l'effort égyptien. C'est le Traité de Berlin qui codifie le partage de l'Afrique en 1881. Il le fait en grande partie pour assurer le dépeçage rationalisé, et désormais légalisé, du grand continent, dont l'éveil menace ce qui est alors l'ordre du monde, le « concert hégémonique des puissances ».

Plus au loin, l'œuvre de Muḥammad ʿAlī va servir de leçon, l'une des leçons principales, que l'équipe mise en place par l'empereur Meiji va étudier, afin de promouvoir la restauration japonaise dès 1868. La situation géopolitique, dans ce cas, est inverse : prémuni par les continents, les océans, jusqu'à l'irruption du commandant Perry, le Japon est resté beaucoup plus maître de sa cohésion nationale culturelle et, dès lors, peut amorcer l'œuvre de modernité loin de l'étau de fer et de feu de la géopolitique — jusqu'à Hiroshima et Nagasaki. On se souviendra, ici, de l'impact de la victoire japonaise de Tsushima (1905) sur l'éveil de la conscience nationale et sur le Parti national de Muṣṭafā Kamāl et Muḥammad Farīd dans l'Égypte du début du XXe siècle. Entre-temps, entre le monde arabe et le Japon, la réforme constitutionnelle des *Tanẓīmāt*, en Turquie, s'inspire directement, explicitement, des réformes égyptiennes : ultimes sursauts du califat ottoman qui seront repris et rationalisés par *Ittiḥād wa Taraqqī* et les Jeunes Turcs d'Enver Pacha et Muṣṭafā Kamāl (Ataturk).

Le rideau se lève sur la renaissance nationale de l'Égypte, certes en crise, qui se fera, objectivement, élément formateur de la résurgence de l'Afrique et de l'Asie, de l'Orient moderne, de 1805 à la Conférence de Bandoeng, en 1955.